

L'EDITO

Béatrice Delvaux

ÉDITORIALISTE EN CHEF

GARE AU BLACK-OUT CULTUREL

C'est un texte important que *Le Soir* et *De Standaard* publient aujourd'hui. Un texte politique par son contenu, vital par son urgence, et peu banal par ses signataires, qui parlent au nom des deux communautés culturelles du pays. Paul Dujardin, le directeur du Palais des Beaux-Arts et Peter de Caluwe, le directeur de l'Opéra de la Monnaie, signent en effet une carte blanche qui est un appel à la lucidité et à la responsabilité des hommes et femmes politiques fédéraux, mais en l'occurrence surtout régionaux : « *Ne broyez pas la culture, fondement essentiel d'une société saine.* » Les deux hommes, flamands, directeurs d'institutions culturelles fédérales, ont été faits la

semaine dernière docteurs honoris causa d'une grande université francophone (ULB). Il y a dans ce fait considéré à juste titre comme politique, tout ce que nombre de politiques ne veulent

pas voir. Ce « sacre » marque en effet la véritable victoire de la culture en Belgique, où des hommes et des femmes ont compris depuis des années que la culture est une affaire de contenu, de créativité, d'une identité transcendée par un

La culture est un joyau pour tous les citoyens de ce pays

regard vers le monde et aussi de collaborations entre les acteurs qui la font. Notre pays présente une densité de talents incroyable au regard de notre taille : francophones ou flamands, ils sont sur les scènes de théâtre et de danse du monde, ils dirigent les scènes à travers l'Europe, conquièrent des hit-parades, sont couronnés de prix, bousculent les lettres étrangères. L'acquis, avec des

moyens non délirants, est incomparable. C'est un joyau pour tout citoyen de ce pays, et non pour une élite.

Et aujourd'hui, on a le sentiment que des gouvernements, le flamand en premier, la Communauté française ensuite, sont surtout prêts à l'assortir d'un pourcentage sec de réduction budgétaire, sans réelle expression d'une politique, d'un projet, d'une vision. Peter de Caluwe et Paul Dujardin ont raison : la culture ne doit pas être à l'abri des économies – elle y a d'ailleurs déjà été soumise les dernières années –, mais elle mérite que les gouvernements et les ministres qui en

sont chargés la considèrent et lui donnent une perspective pour ce qu'elle est : un bien indispensable pour assurer l'équilibre d'une société qui se barbarise, qui manque de repères, de liens, de connaissance de l'autre, d'imagination et d'ouverture. Un bien à consolider, qui mérite mieux qu'une politique en forme de punition.